

Paris, le 31 mars 2014

# Rapport Schuman sur l'Europe L'état de l'Union, édition 2014

*Les élections européennes de mai 2014 et le renouvellement de toutes les institutions politiques de l'Union offrent une opportunité exceptionnelle pour analyser la situation de l'Union*

## **2014, un tournant pour l'Europe ?**



272 pages

19,90 €

ISBN 978-2-366090079

Sous la direction de T. Chopin  
et de M. Foucher.

### **Pour en savoir plus :**

Consulter le dossier de présentation  
sur [www.lignes-de-reperes.com](http://www.lignes-de-reperes.com)

Ou sur le site de la Fondation :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

**Le Rapport Schuman sur l'état de l'Union** s'est imposé, depuis 8 ans, comme l'ouvrage annuel de référence sur l'Europe.

Il constitue à la fois :

– **une source unique de réflexions et de propositions** : les plus hautes personnalités et les meilleurs experts y développent leurs analyses et passent en revue l'Union européenne et ses politiques : régulation financière, budget, fédéralisme, gouvernance, politique internationale, modèle social,...

– **un outil pratique d'information** : une quarantaine de cartes inédites, une synthèse de l'Europe politique et juridique, un ensemble complet de statistiques commentées sur l'Europe.

Contact

Tel : 09.61.02.55.16

[contact@lignes-de-reperes.com](mailto:contact@lignes-de-reperes.com)

01.53.63.83.07

[presse@robert-schuman.eu](mailto:presse@robert-schuman.eu)

# Sommaire

<b>Préface</b> – Jean-Dominique Giuliani.....	17
---	----

## 1. Prendre au sérieux la démocratie

Les élections européennes 2014 : un rendez-vous démocratique pour l'Union européenne (Jean-Paul Gauzès) .....	23
La protection des données personnelles, une liberté européenne (Isabelle Falque-Pierrotin) .....	29
Allemagne et Europe : quelle relation pour l'avenir ? (Daniela Schwarzer) .....	35
Après le choc de la crise, quels scénarios pour l'Europe ? (Thierry Chopin) .....	43
La crise de la zone euro rend-elle nécessaire une révision des traités européens ? (Jean-Claude Piris).....	51

## 2. Quelle politique économique pour l'Europe ?

La dimension politique de l'intégration économique européenne (Benoît Cœuré).....	57
Investissement et financement de l'économie européenne (Philippe Maystadt) .....	6
Un « noyau dur fiscal » au sein de l'eurozone (Jean-Paul Bethèze).....	77
1914-2014 : un retour à « l'Europe d'avant » ? Que faire ? (Édouard Tétreau) ....	85
La solidarité européenne, une voie à double sens (Vitor Gaspar).....	93
L'impérieuse nécessité d'un contrat social européen (Marcel Grignard).....	101

## 3. L'Europe dans le monde : scénarios et prospective

L'Europe dans les rapports de force mondiaux : entre puissance émergente et influence établie (Michel Foucher) .....	6
L'Europe, la puissance et la mer (Emmanuel Desclèves).....	113
Quel avenir pour l'Union européenne dans le commerce mondial ? (Pascal Lamy) .....	119
Quelles ambitions stratégiques derrière le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (Célia Belin et Fabien Besson) .....	127
Vers un nouveau rôle de l'Union européenne au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Ingrid Habets).....	135

## 4. Grand entretien

La défense de l'Europe (Jean-Yves Le Drian) .....	143
---	-----

<b>5. Synthèse de l'Europe politique et de l'opinion publique européenne</b>	
Analyse de l'année électorale en Europe : 2013, la fracture (Corinne Deloy) .....	151
L'Europe au féminin (Pascale Joannin) .....	163
Panorama de l'opinion publique européenne avant les élections européennes de 2014 (Nando Pagnoncelli) .....	6
 <b>6. L'Union européenne vue par les statistiques (Alain Fabre/Gerald Stang)</b>	
1. L'Union européenne dans le nouvel ordre mondial.....	185
2. Restaurer la maîtrise des finances publiques et la stabilité financière .....	207
3. Croissance et emploi en Europe : l'impératif de compétitivité .....	234
4. Le budget de l'Union européenne : une obligation de moyens .....	261

# Sommaire des cartes

1957-2014 : la construction européenne .....	20
Territoires de l'Europe .....	21
<b>1. Prendre au sérieux la démocratie</b>	
Les élections européennes .....	24
Votes et clivages politiques au Parlement européen .....	26
La protection des données en Europe et dans le monde .....	30
France-Allemagne, 2013 .....	36
L'Allemagne et l'Europe : présence culturelle et mobilité.....	38
<b>2. Quelle politique économique pour l'Europe ?</b>	
Les investissements dans les pays de l'Union européenne .....	66
L'épargne dans l'Union européenne .....	72
Fiscalité des États membres de l'UE.....	80
La solidarité des États membres de l'UE face à la crise.....	94
Enjeux sociaux européens, quelques éclairages .....	102
<b>3. L'Europe dans le monde : scénarios et prospective</b>	
L'influence de l'Europe face aux nouveaux rapports de force mondiaux : commerce et aide au développement .....	108
L'entre-deux russo-européen .....	110
L'Union européenne, présences maritimes .....	114
L'Union européenne dans le commerce mondial : Les échanges de marchandises, 2013.....	120
L'UE dans le monde : accords commerciaux.....	122
Les États-Unis et l'Union européenne : économie et démographie .....	128
L'Union et ses voisins : quels statuts ? .....	136
<b>4. Grand entretien</b>	
Sécurité dans le monde : interventions et participations de l'Union européenne .....	144
Politiques de défense en Europe.....	146

## **5. Synthèse de l'Europe politique et de l'opinion publique européenne**

L'Europe politique en 2014 .....	152
Les populismes en Europe .....	154
L'Europe au féminin .....	164
La confiance des citoyens dans l'UE .....	174

## **6. L'Union européenne vue par les statistiques**

La population des États de l'Union européenne (2014) .....	190
Migrations internes .....	191
Migrations externes : l'Union européenne et les territoires environnants.....	192
Migrations externes : l'entrée sur le territoire européen.....	193
L'Union européenne et les demandes d'asile.....	194
Géographie de la zone euro.....	233
Quelles réformes structurelles pour l'économie européenne ? .....	243
Commerce intracommunautaire, 2012.....	250
La recherche et l'innovation dans les pays de l'UE.....	254
L'industrie dans les États de l'Union européenne.....	255
Le gaz de schiste en Europe.....	260
Budget de l'Union européenne, 2013 .....	267

## 2014 : sortie de doute ?

Jean-Dominique GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

2014 est une année charnière pour l'Union européenne qui va renouveler toutes ses institutions. C'est vraisemblablement une année de sortie de crise économique ; de grands rendez-vous politiques l'attendent. Des perspectives nouvelles peuvent en découler. Encore faut-il que les échéances de cette année, qu'on annonce difficiles, soient des occasions saisies par les États, les citoyens et les dirigeants européens pour sortir aussi du doute qu'il ont suscité à l'extérieur et à l'intérieur.

L'économie européenne retrouve des couleurs, bénéficiant de l'action déterminante de la Banque centrale et de son président. Les États en difficulté sortent des programmes d'assistance. La preuve est faite que la solidarité européenne n'a abandonné personne, même dans les situations les plus graves.

L'euro n'est plus en cause et l'injuste procès en défiance dont il a été la victime, encouragé de l'intérieur, s'est terminé comme nombre d'auteurs des *Rapports Schuman sur l'état de l'Union* l'avait prévu : par un démenti cinglant. Sa valeur sur les marchés témoigne de sa solidité dans la durée, la mobilisation des États pour le défendre de sa force unificatrice, l'attachement des citoyens européens de son utilité dans la stabilité. Il est irréversible.

Les efforts de redressement entrepris par les États en difficulté ont été spectaculaires. Ils ne sont pas tous du Sud, comme on l'a laissé entendre. Le sursaut letton a impressionné, la remise en ordre irlandaise est remarquable. L'Espagne a démontré ses capacités de rebond, la Grèce et le Portugal leur volonté de sortir des errements passés. De fait, la croissance est de retour, encore insuffisante, mais qui l'aurait prévu au cœur des événements dramatiques que l'Union a traversés de 2009 à 2012 ? Les dettes publiques reculent pour la première fois en 2013, l'union bancaire voit le jour. Un premier bilan peut être dressé : à la crise l'Europe a répondu par des réformes que nul n'a entreprises ailleurs au monde. La création d'un mécanisme européen de solidarité, la mobilisation

de fonds considérables, le renforcement des disciplines, les progrès réalisés dans la gouvernance, témoignent d'une réelle volonté de changement.

Pour autant, beaucoup reste à faire pour relancer l'économie européenne et vaincre le chômage, mais la démonstration est claire : l'Union des États et des peuples d'Europe résiste et entend résister à toutes les éventualités et elle continuera pour cela à se perfectionner, tout simplement parce que c'est l'intérêt de ses États membres.

Quelques sceptiques professionnels continuent à douter. Ne risque-t-on pas la déflation ? Les réformes structurelles seront-elles poursuivies ? Les Européens supporteront-ils la cure d'austérité ? Le chômage va-t-il en fin décroître ? Au regard de ce qui a été accompli en trois ans, et quelles qu'aient pu être les erreurs, les attermolements, les hésitations, il n'est plus permis de douter de l'engagement des membres de l'Union à poursuivre leur intégration avec l'euro au cœur de leur projet. Les critiques adressées dans le passé à la BCE se sont dissipées dans la souplesse, l'initiative et la détermination dont elle a fait preuve. L'aube semble poindre après une crise qui aurait été encore plus dramatique sans l'Europe et sans l'euro.

Elle a causé des dégâts politiques importants. Les citoyens se sont mis à douter de l'efficacité de l'Union européenne. Un vrai désamour envers ses institutions communes s'est installé, nourrissant les fantasmes et les extrémismes. Les Européens, habitués à la croissance et à des systèmes de protection généreux, reprochent à l'Union de ne leur avoir pas évité cette crise, née ailleurs, mais venue mettre en évidence les insuffisances d'une construction inachevée. Les études d'opinion traduisent cette désaffection profonde à laquelle il doit être répondu. Les institutions ne peuvent plus continuer à fonctionner comme il y a 60 ans. L'Europe a changé, les problématiques internationales aussi, l'économie mondiale a été bouleversée par un développement désormais global, des échanges toujours plus nombreux et importants, des technologies qui bousculent tous les plans.

Si nos sociétés ont montré beaucoup de résilience à supporter l'effondrement de certitudes confortables, l'explosion du chômage, la destruction de valeur, c'est grâce aussi à un modèle européen qui accorde une place unique aux mécanismes de solidarité sociale. Les efforts qui restent à faire exigent encore des sacrifices et vont contribuer à une dégradation du jugement que les Européens portent sur leurs gouvernements, sur l'Union européenne, sur la politique en Europe. Les populismes en profitent avec le simplisme qui les caractérise et les dangers qu'ils recèlent. Il y a donc urgence à relancer une Europe institutionnelle bien affectée par ces événements.

2014 offre, pour cela, de réelles opportunités.

Il faudra certainement, puisque la construction européenne repose sur le droit, modifier un jour les traités donnant une base juridique à son action et remettre un peu d'ordre dans nos règles communes, malmenées par la crise. Mais chacun convient que ce n'est pas la priorité et que la méthode intergouvernementale, pour peu qu'elle respecte le droit européen et qu'elle ne soit que transitoire, est un outil, déjà utilisé (Traité budgétaire) qui est fort utile pour patienter jusqu'à une période plus stable. Les Européens attendent un changement dans la conduite des politiques et le renouvellement du Parlement européen, de la Commission, du président du Conseil européen et du Haut Représentant pour la politique étrangère, en sont des occasions rêvées. Les États, les élus, les citoyens, peuvent peser sur le choix des futurs responsables européens pour exiger plus de lien démocratique direct avec les Européens, plus d'adresse politique dans la décision européenne, des changements dans la conduite de certaines politiques, plus d'efficacité dans les actions communes. Ce n'est pas qu'une question de communication. C'est la nature même de l'action européenne qui doit être plus « politique », au sens le plus noble du terme, c'est-à-dire favorisant un sentiment d'appartenance et même de

fiereté d'appartenance à l'ensemble européen. Il faut répondre à cette quête d'identité qui, sinon, peut s'égarer vers des expressions plus radicales.

L'affirmation de la place et du rôle de l'Europe dans le monde fait partie de cette demande. L'Europe et son nouveau service diplomatique commun ont enregistré des succès incontestables. Le dialogue entre les Serbes et les Kosovars, la négociation avec l'Iran, l'éradication de la piraterie au large de la Somalie, sont de vraies réussites. D'autres sont dues principalement à l'action de certains États membres. Les opérations militaires en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali, en République centrafricaine ont été initiées par des États membres, mais ont reçu le soutien des Européens, parfois en prolongement de leurs décisions courageuses qui ont été perçues, à l'extérieur, comme européennes. La France mérite ici une mention particulière. Elle montre la voie. L'Europe prend conscience, peu à peu, que ses intérêts sont partout en cause et pas seulement à ses frontières. Il faudra encore du temps pour qu'une véritable mobilisation des États membres permette de faire progresser une défense européenne aujourd'hui embryonnaire. Mais les évolutions récentes vont dans la bonne direction. L'Europe est voisine de toutes les régions du monde. Les problématiques de sécurité maritime le mettent bien en évidence alors que 90 % du commerce extérieur européen emprunte la voie des océans.

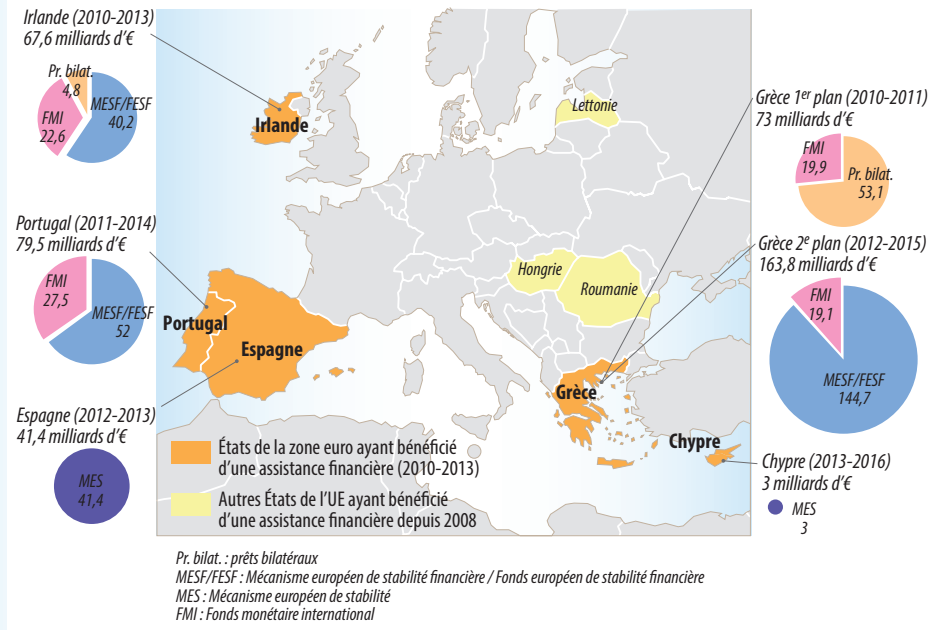
Ce qui manque le plus aux Européens, c'est le moral. La comparaison avec les autres grands acteurs mondiaux reste, même après la crise, largement à notre avantage en termes de protection, de solidarités, de qualité de la vie. Ce défaut de fiereté de ce qui a été accompli traduit un doute profond, quasi-métaphysique qui les porte à analyser d'abord ce qui ne va pas, ce qui peut être amélioré, avant que de mesurer ce qu'ils ont. C'est aussi un pessimisme qui laisse entrevoir des menaces pesant sur notre modèle et qui le mine dangereusement.

Le premier devoir de tous en Europe est donc de chasser ce doute et de relever à bras-le-corps les défis à régler. Remuscler l'économie de l'Europe qui reste, en termes cumulés, la première du monde, achever son unification, traiter ensemble des questions de sécurité et trouver les voies d'une politique d'immigration enfin coordonnée, voilà quelques-unes des grandes questions auxquelles il faudra répondre. Le meilleur moyen est de le faire avec courage et audace, c'est-à-dire avec enthousiasme et en s'engageant plutôt que sous la contrainte. Cela s'appelle l'optimisme.

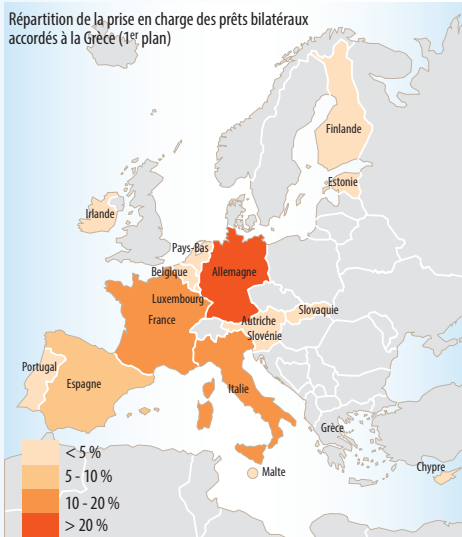


# La solidarité des États membres de l'UE face à la crise

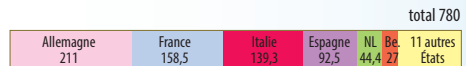
## Assistance financière accordée aux États membres de la zone euro



## Effort de solidarité entre États de la zone euro



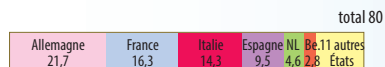
### Engagements maximaux de garantie envers le FESF (en milliards d'€)



### Engagements maximaux de garantie envers le MES (en milliards d'€)



### Capital versé au MES (en milliards d'€)



Source : Compilation de la Fondation Robert Schuman.